

DECISION N° 2025-104

Objet : Grille tarifaire d'occupation temporaire du domaine public en matière de travaux.

LE PRESIDENT D'UNIVERSITE COTE D'AZUR

Vu le Code de l'éducation ;

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, modifié ;

Vu l'article L. 2341-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération n°2024-001 du 9 janvier 2024 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2024-003 du 23 janvier 2024 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté n°116-2024 du 23 janvier 2024 portant délégation de signature du Président d'Université Côte d'Azur à M. Stéphane AZOULAY, Vice-président du Conseil d'Administration et des Moyens d'Université Côte d'Azur ;

DECIDE

Article 1 : La fixation de la grille tarifaire d'occupation du domaine public universitaire pour les occupations inhérentes à la réalisation de travaux :

Type d'occupation	Tarif unitaire
Occupation du domaine public non bâti pour le dépôt de matériel et de matériaux (baraques de chantier, WC chimiques, bacs sable)	1,70€ HT/m²/jour
Usage des voiries	0,85€ HT/ml/jour
Stationnements véhicules légers	20€ HT/emplacement/jour
Stationnements véhicules lourds	30€ HT/emplacement/jour
Palissades nues et provisoires	1,70€ HT/ml/jour
Palissades provisoires avec publicité	2€ HT/ml/jour
Échafaudages et ponts	1,70€ HT/ml/jour
Réseaux provisoires	0,70 HT/ml/jour (hors consommations)
Raccordements aux réseaux	20€ HT/point de raccordement (hors consommations)
Grues et appareils de levage	15€ HT/unité/jour
Bennes et conteneurs	20€ HT/unité/jour
Structures modulaires dédiées à la promotion immobilière	1476€ HT/unité/mois
Frais administratifs d'instruction des dossiers de demandes réceptionnés préalablement à l'occupation effective	Forfait 100 € HT
Frais administratifs d'instruction des dossiers de demandes réceptionnés postérieurement à l'occupation effective	Forfait 200 € HT
Frais administratifs dans le cadre de toute occupation du domaine public, sans autorisation préalable, sans préjudice de la redevance d'occupation et des éventuelles sanctions pénales et administratives	Forfait 1000 € HT

Article 2 : La présente grille est applicable aux occupations régulières (autorisées par convention ou acte administratif unilatéral) et irrégulières (sans titre les autorisant) pour lesquelles une redevance est due.

Article 3 : Des remises sur les présents tarifs unitaires pourront être consenties lorsque l'occupation régulière contribue directement à l'exécution de travaux intéressant un service public. Le taux des remises est fixé au cas par cas par l'autorité compétente, en fonction de la nature de l'occupant, de la nature des travaux et de l'intérêt public qu'ils représentent, sans qu'il puisse excéder 65% des pleins tarifs unitaires.

Article 4 : Le recueil des tarifs d'Université Côte d'Azur validé par délibération n° 2025-026 du conseil d'administration du 14 mars 2025 sera modifié en conséquence, l'ensemble des autres tarifs précédemment adoptés et non modifiés par la présente continuant à s'appliquer.

Article 5 : Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 30 septembre 2025

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2025-104**
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES : 31 octobre 2025
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire*

Signature(s) électronique(s) du présent document

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures ci-dessous doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Acrobat Reader DC™. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance dans l'Autorité de Certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Dans ce cas, cliquez sur « Détails du certificat » dans le « Panneau des signatures » et sélectionnez le certificat « Sunnystamp Root CA G2 » puis cliquez sur « Ajouter aux certificats approuvés » dans l'onglet « Approbation ». A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques. Pour toute question, merci de nous écrire à l'adresse support@lex-persona.com.

Digital signature(s) of this document

The original version of this document is in electronic form, so the signatures below must always be verified electronically using appropriate software such as Adobe Acrobat Reader DC™. If a warning message appears, the reason may be the absence of trust in the Certificate Authority which issued the certificate used to sign the document. In this case, click on "Certificate Details" in the "Signatures panel" and select the "Sunnystamp Root CA G2" certificate then click on "Add to approved certificates" on the "Approval" tab. Note that PDF reading software in web or mobile mode does not display the details of the digital signatures. If you have any questions, please write to us at support@lex-persona.com.